

AVIS OFFICIELS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

14 FEVRIER 1981. — Circulaire n°166 relative à l'exécution de la loi du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public

Monsieur le Ministre,
Madame le Secrétaire d'Etat,
Monsieur le Secrétaire d'Etat,

La loi de redressement du 10 février 1981 instaurant une cotisation de solidarité à charge des personnes rémunérées directement ou indirectement par le secteur public, est entrée en vigueur le 14 février 1981.

Afin d'en assurer l'exécution concrète, j'estime qu'il est utile de fournir quelques explications au sujet de cette loi qui vient de paraître.

A. Cotisation de solidarité à charge des membres du personnel.

1. Champ d'application.

Tous les membres du personnel à quelque titre que ce soit, rémunérés par l'Etat ou une des autorités visées à l'article 1, § 3, tombent sous l'application de la présente loi.

Toutefois, comme elle ne peut avoir d'effet que pour les membres du personnel qui jouissent de la stabilité de l'emploi, l'arrêté royal du 12 février 1981 a fixé limitativement les catégories de membres du personnel qui sont exclus de l'application de la présente loi.

Il est également précisé que les chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics ne sont pas des membres du personnel et ne sont donc pas visés par la loi.

2. Cotisation.

a) Les taux des cotisations ont été fixés à l'article 9. Ces taux sont à calculer sur toute la rémunération. Ainsi un salaire de 49 500 F se verra appliquer une retenue de 1,2 p.c. sur 49 500 F et non seulement sur la partie qui dépasse 39 999 F.

Au taux actuel de liquidation à savoir 208,07 p.c. les salaires bruts mensuels à prendre en considération et qui sont cités à cet article sont à ce jour ceux mentionnés dans la colonne de droite.

199,99 %	208,07 %
39 999 × 1,0404	41 615
40 000	41 616
44 999	46 817
45 000	46 818
49 999	52 019
50 000	52 020
54 999	57 221
55 000	57 222

Ces montants évolueront donc par trimestre avec l'indice des prix à la consommation (loi du 2 août 1971).

b) Salaire brut mensuel.

Il s'agit bien entendu de l'ensemble des rémunérations mensuelles payées par l'Etat ou une des autorités visées à l'article 1, § 3.

Il s'agit donc bien du salaire à l'exclusion du pécule de vacances, de la prime de fin d'année, de l'allocation de foyer et de résidence et de toutes les allocations ou indemnités de toute nature dont l'agent bénéficie durant un mois déterminé.

Si l'ensemble des rémunérations ainsi fixé ne dépasse pas 39 999 F soit actuellement 41 615 F, aucune cotisation de solidarité ne sera due. Cela peut également être le cas lorsque l'agent a, par exemple, effectué des prestations réduites.

Les agents qui bénéficient de deux ou plusieurs rémunérations à charge de l'Etat ou d'un autre service public devront déclarer l'ensemble de ces rémunérations à chacun de leurs employeurs

OFFICIELE BERICHTEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

14 FEBRUARI 1981. — Omzendbrief n° 166 betreffende de uitvoering van de wet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector

Mijnheer de Minister,
Mevrouw de Staatssecretaris,
Mijnheer de Staatssecretaris,

De herstellwet van 10 februari 1981 tot invoering van een solidariteitsbijdrage ten laste van de personen rechtstreeks of onrechtstreeks bezoldigd door de openbare sector is op 14 februari 1981 in werking getreden.

Ten einde de concrete uitvoering ervan te verzekeren, acht ik het nodig enige toelichting i.v.m. de wet die zojuist verschenen is, te verschaffen.

A. Solidariteitsbijdrage ten laste van de personeelsleden.

1. Toepassingsgebied.

Alle personeelsleden, in om het even welke hoedanigheid bezoldigd door de Staat of één van de bij artikel 1, § 3, bedoelde overheden, vallen onder de toepassing van de onderhavige wet.

Daar zij evenwel slechts uitwerking mag hebben op de personeelsleden die het voordeel van een vaste betrekking genieten, stelt het koninklijk besluit van 12 februari 1981 op beperkende wijze de categorieën van personeelsleden vast, die van de toepassing van de onderhavige wet uitgesloten zijn.

Er wordt eveneens bepaald, dat de door de openbare besturen tewerkgestelde werklozen geen personeelsleden zijn en dus niet bedoeld worden door de wet.

2. Bijdrage.

a) De percentages van de bijdragen werden vastgesteld in artikel 9. Deze percentages dienen berekend te worden op de volledige bezoldiging. Er wordt voor een loon van 49 500 frank een inhouding toegepast van 1,2 pct. op 49 500 frank en niet enkel op het gedeelte dat 39 999 frank overschrijdt.

Aan de huidige verhogingscoëfficiënt, te weten, 208,07 pct., zijn thans de bruto maandlonen die in aanmerking dienen genomen te worden en die in dit artikel vermeld worden, deze die in de kolom van rechts aangegeven worden.

199,99 %	208,07 %
39 999 × 1,0404	41 615
40 000	41 616
44 999	46 817
45 000	46 818
49 999	52 019
50 000	52 020
54 999	57 221
55 000	57 222

Deze bedragen worden dus per kwartaal gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijsen (wet van 2 augustus 1971).

b) Bruto maandloon.

Dit betreft natuurlijk het geheel van de maandelijkse bezoldigingen uitbetaald door de Staat of één van de bij artikel 1, § 3, bedoelde overheden.

Het gaat dus wel om het loon met uitsluiting van het vakantiegeld, de eindejaarstoelage, de haard- en standplaatstoelage en van alle toelagen of vergoedingen van welke aard ook waarvan het personeelslid gedurende een bepaalde maand geniet.

Indien het alzo vastgestelde geheel van de bezoldigingen 39 999 frank of thans 41 615 frank niet overschrijdt, is geen enkele solidariteitsbijdrage verschuldigd. Dit kan ook het geval zijn wanneer het personeelslid bijvoorbeeld verminderde prestaties heeft verricht.

De personeelsleden die twee of meer bezoldigingen ten laste van de Staat of van een andere overheidsdienst genieten, zullen het geheel van deze bezoldigingen aan ieder van hun werk-

ou débiteurs. Si l'ensemble de ces rémunérations dépasse 55 000 F le bénéficiaire peut se contenter de signaler que ses rémunérations sont soumises à la cotisation de 2,7 p.c.

c) Retenue.

Bien que la cotisation de solidarité doive être retenue chaque mois par l'employeur ou le débiteur de la subvention traitement (le débiteur de la subvention traitement n'est pas nécessairement l'employeur, par exemple, dans l'enseignement subventionné), le montant devra être versé, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre pour lequel cette cotisation est retenue à l'Office des chèques postaux, au crédit de l'O.N.S.S.

Les employeurs ou les débiteurs précités sont tenus de transmettre trimestriellement à l'O.N.S.S. une déclaration dûment signée attestant le montant des cotisations retenues. Le modèle de cette déclaration a été fixé par l'arrêté royal du 12 février 1981.

d) La clause de garantie prévue à l'article 10 assure aux agents intéressés un salaire net mensuel qui ne peut être inférieur selon que la cotisation est de 0,9; 1,2; 1,9 ou 2,7 p.c. au salaire mensuel net, correspondant à un salaire mensuel brut de 39 999 F, 44 999 F, 49 999 F ou 54 999 F.

Par salaire net mensuel il faut entendre le salaire brut mensuel tel que prévu sub b, diminué des cotisations instaurées par les lois sur la sécurité sociale et des retenues pour les pensions de retraite et de survie du secteur public ainsi que de la cotisation de solidarité.

e) Date d'application.

La loi entre en vigueur le 14 février 1981. Les retenues de 0,9; 1,2; 1,9 ou 2,7 p.c. seront donc effectuées la première fois pour la rémunération du mois de mars 1981.

B. Mandats publics ou politiques.

1. Champ d'application. Bien que celui-ci soit clairement défini à l'article 1er de la loi, il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur le fait que les conseillers communaux, provinciaux, d'agglomérations de communes et les conseillers C.P.A.S. ne sont pas repris dans le champ d'application de la loi.

2. Cotisation. La cotisation est fixée à 5 p.c. du revenu semestriel de chacun des mandats visés à l'article 1er de la loi.

Par revenu semestriel on entend la rémunération imposable, sous quelque forme que ce soit, qui est liée à l'exercice d'un mandat.

L'article 9, § 2 prévoit le cas et les conditions requises pour obtenir le cas échéant le remboursement de cette cotisation c.-à-d. lorsque le total des revenus professionnels imposables de la personne visée est inférieur à 480 000 F ou au taux de liquidation actuel ((208,07) 499 392 F.

Le Ministre de la Fonction publique,
Ph. Maystadt.

Le Premier Ministre,
W. Martens.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Office de contrôle des assurances

Acte d'approbation de la cession des droits
et obligations d'une entreprise d'assurances

Par décision du conseil de l'Office de contrôle des assurances, en date du 14 janvier 1981, est approuvée la convention par laquelle l'entreprise « Crusader Insurance Company Limited », (code administratif : 437), société de droit britannique dont le siège d'exploitation de Belgique est situé Schuttershofstraat 9-11, à 2000 Antwerpen, cède l'ensemble des droits et obligations résultant des contrats d'assurances ainsi que les valeurs représentatives des réserves ou provisions techniques y afférentes, à l'entreprise « The English & American Insurance Company Limited » (code administratif : 455), société de droit britannique dont le siège d'exploitation en Belgique est situé Schuttershofstraat 9-11, à 2000 Antwerpen.

La cession approuvée par l'Office est réalisée valablement à l'égard de tous les assurés et de tous les tiers intéressés, le jour de la présente publication (article 25 de la loi du 9 juillet 1975, relative au contrôle des entreprises d'assurances).

gevers of schuldenaars moeten aangeven. Indien het geheel van deze bezoldigingen 55 000 frank overschrijdt mag de begunstigde zich beperken tot de vermelding dat zijn bezoldigingen onderworpen zijn aan de bijdragen van 2,7 pct.

c) Inhouding.

Ofschoon de solidariteitsbijdrage elke maand door de werkgever of de schuldenaar van de weddetoelage (de schuldenaar van de weddetoelage is niet noodzakelijk de werkgever, bijvoorbeeld in het gesubsidieerd onderwijs) moet ingehouden worden, moet het bedrag uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal waarvoor deze bijdragen ingehouden worden, bij het Bestuur van de Postcheks gestort worden op het krediet van de R.S.Z.

De voornoemde werkgevers en schuldenaars zijn gehouden driemaandelijks aan de R.S.Z. een behoorlijk ondertekende verklaring over te maken ter bevestiging van het bedrag van de ingehouden bijdragen. Het model van deze verklaring werd vastgesteld door het koninklijk besluit d.d. 12 februari 1981.

d) De waarborgclausule bepaald bij artikel 10, verzekert aan de betrokken personeelsleden een netto maandloon, dat naargelang de bijdrage 0,9, 1,2, 1,9 of 2,7 pct. beloopt, niet lager mag zijn dan het netto maandloon dat met een bruto maandloon van 39 999 frank, 44 999 frank, 49 999 frank of 54 999 frank overeenstemt.

Onder netto maandloon dient verstaan te worden het bruto maandloon zoals bepaald sub b, verminderd met de bijdragen ingevoerd door de wetten op de Sociale Zekerheid en met de inhoudingen voor de rust- en overlevingspensioenen van de overheidssector alsmede met de solidariteitsbijdrage.

e) Toepassingsdatum.

De wet treedt in werking op 14 februari 1981. De inhoudingen van 0,9, 1,2, 1,9 of 2,7 pct. zullen dus de eerste maal moeten verricht worden op de wedde van de maand maart 1981.

B. Openbare of politieke mandaten.

1. Toepassingsgebied. Ofschoon dit duidelijk bij artikel 1 van de wet gedefinieerd wordt, is het niet onnodig de aandacht te vestigen op het feit dat de gemeenteraadsleden, provincieraadsleden, raadsleden van de agglomeraties van gemeenten en de O.C.M.W.-raadsleden niet opgenomen zijn in het toepassingsgebied van de wet.

2. Bijdrage. De bijdrage is vastgesteld op 5 pct. van het halfjaarlijks inkomen van elk der mandaten bedoeld bij artikel 1 van de wet. Onder halfjaarlijks inkomen wordt de belastbare bezoldiging onder om het even welke vorm verstaan die met de uitoefening van een mandaat verbonden is.

Art. 9, § 3, voorziet het geval en de vereiste voorwaarden om desgevallend de terugbetaling van deze bijdrage te bekomen, d.w.z. wanneer het totaal van de belastbare beroepsinkomsten van de bedoelde persoon lager is dan 480 000 frank of aan de huidige verhogingscoëfficiënt ((208,07) 499 392 frank.

De Minister van Openbaar Ambt,
Ph. Maystadt.

De Eerste Minister,
W. Martens.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Controledienst voor de verzekeringen

Akte tot goedkeuring van de overdracht van de rechten
en verplichtingen van een verzekeringsonderneming

Bij beslissing van de Raad van de Controledienst voor de verzekeringen, op datum van 14 januari 1981, wordt goedgekeurd de overeenkomst waardoor de onderneming « Crusader Insurance Company Limited » (administratief codenummer : 437), onderneming naar Brits recht waarvan de uitbatingsetel in België is gevestigd, Schuttershofstraat 9-11, te 2000 Antwerpen, het geheel van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de verzekeringscontracten, evenals de dekkingswaarden van de desbetreffende technische reserves of provisies, overdraagt aan de onderneming « The English & American Insurance Company Limited » (administratief codenummer : 455), onderneming naar Brits recht waarvan de uitbatingsetel in België is gevestigd, Schuttershofstraat 9-11, te 2000 Antwerpen.

De door de controledienst goedgekeurde overdracht geldt ten aanzien van al de verzekerden en alle betrokken derden, met ingang vanaf de datum van de onderhavige bekendmaking (artikel 25 van de wet van 9 juli 1975, betreffende de controle der verzekeringsondernemingen).

(2411)